Où est passé le fier Belgique d'antan ?

Par Frank , 1 septembre 2026

Où est passé le fier Belgique d'antan ?



Par Frank Dumon

Partie 1 : Le Diagnostic de la Stagnation – Comment la Belgique a Perdu son Âme Industrielle

Quiconque parcourt aujourd'hui les régions flamandes et wallonnes voit encore çà et là les squelettes d'une époque révolue : des halls d'usine abandonnés, des docks ensablés et des voies ferrées rouillées qui furent jadis les artères de notre prospérité. En tant qu'ingénieur de 79 ans, je regarde ce paysage non avec une simple nostalgie, mais avec un profond sentiment d'incompréhension et d'indignation. Ce que nous vivons aujourd'hui comme une « stagnation » est en réalité le résultat final de décennies de politiques stratégiques délibérément erronées. Nous n'avons pas brisé notre colonne vertébrale industrielle par accident ; on nous l'a enlevée.

La Fierté du Savoir-Faire : Un Regard sur les Années 70

Dans les années 1970, les moteurs tournaient à plein régime. La Belgique était un pays qui *fabriquait*. Nous construisions des centrales nucléaires qui garantissaient notre indépendance énergétique. Nos chantiers navals, comme ceux de Hoboken ou d'Anvers, étaient des phares d'innovation technique où des navires de taille mondiale étaient lancés. Dans les usines, ouvriers et ingénieurs travaillaient côte à côte, unis par une fierté commune pour leur savoir-faire et leurs connaissances techniques.

Régnait une culture de la construction de solutions, et non de la gestion de problèmes. Un ingénieur ou un ouvrier qualifié était un membre respecté de la société, car chacun comprenait que leur travail posait les fondements de la prospérité du pays. Il y avait un progrès tangible et évident. Nous envisagions l'avenir avec ambition, non avec crainte.

La Grande Erreur : La Désindustrialisation Planifiée

Ce progrès ne s'est pas arrêté par manque de moyens ou de talents, mais à cause d'un changement de cap idéologique. Pas à pas, une stratégie de désindustrialisation a été mise en œuvre, enveloppée de beaux mots comme « économie de services », « flexibilité » et « transition verte ». L'industrie lourde a été moquée comme étant « sale » ou « obsolète », tandis que l'élite politique à Bruxelles et en Europe se retirait dans des bureaux pour gérer des constructions financières au lieu de produire des biens.

> Avec le retrait de l'industrie, le savoir a également disparu. Des générations de techniciens qualifiés ont pris leur retraite sans que leur expertise ait été transmise. Ce qui reste, c'est une économie qui repose sur la spéculation, les intermédiaires et un appareil d'État gonflé, tandis que la capacité à produire réellement quelque chose a été systématiquement démantelée.

L'Aveuglement Géopolitique : Le Rejet d'un Gagnant-Gagnant avec la Russie

Cette automutilation économique a été aggravée par un aveuglement géopolitique fatal. Une stratégie rationnelle, fondée sur les faits, aurait reconnu que la Belgique et l'Europe entretenaient une relation naturelle et complémentaire avec la Russie voisine. La Russie disposait de ce dont nous avions besoin : une abondance de matières premières et de gaz naturel bon marché et fiables. Nous disposions de ce dont elle avait besoin : l'expertise technique, le génie industriel et les capacités

industrielles.

Au lieu de chérir et de renforcer cette relation gagnant-gagnant logique, la classe politique européenne a choisi la voie de la confrontation idéologique. En faisant sauter le pont avec la Russie, nous nous sommes volontairement coupés de la base énergétique et de matières premières qui faisait tourner notre industrie. Les conséquences sont aujourd'hui douloureusement claires : des factures d'énergie exorbitantes, une industrie qui s'en va et une population qui paie le prix d'une politique étrangère qui sacrifie sa propre prospérité à des dogmes moralistes abstraits.

Le Prix que Nous Payons Aujourd'hui

Le résultat de cette stratégie politique erronée est la stagnation que nous respirons aujourd'hui. Les infrastructures vieillissent, les soins de première ligne gémissent sous le poids de la bureaucratie, et l'éducation produit de moins en moins de jeunes ayant une solide base technique ou scientifique. La dette publique ne cesse de croître, non parce que nous investissons dans l'avenir, mais parce que nous essayons de financer le passé avec de l'argent emprunté.

En tant qu'ingénieur, je sais qu'on ne peut pas faire tourner une machine si on coupe le carburant et qu'on saute les entretiens. La Belgique est cette machine. La suffisance avec laquelle l'actuelle élite politique et médiatique continue d'ignorer ou de justifier ce déclin est difficile à regarder pour ma génération. Après tout, nous savons comment cela *pourrait* être. Nous l'avons construit.

Partie 2 : La Facture de l'Avenir – Comment la Belgique a Vendu son Énergie et son Économie

En tant qu'ingénieur et ancien délégué syndical à Gazelco/ACOD dans la centrale au gaz naturel de Statoil (aujourd'hui Gassco), j'ai vécu la sortie du nucléaire de l'intérieur. J'étais en première ligne d'un combat que nous avons perdu à l'époque, mais dont les conséquences se font sentir aujourd'hui dans le portefeuille de chaque Belge. Lorsque la décision fut prise de vendre notre infrastructure énergétique et de fermer nos centrales nucléaires, je l'ai dit haut et fort à l'époque : **« D'abord on vend le lait aux Français, et maintenant la vache. »** J'ai eu beaucoup d'ennuis pour cette déclaration. Mais le temps m'a donné raison.

La Sortie du Nucléaire de Verhofstadt : Un Acte de Vandalisme Économique



En 2003, le Premier ministre Guy Verhofstadt a approuvé la loi sur la sortie du nucléaire. Cette loi stipulait que toutes les centrales nucléaires belges devaient être fermées après une durée de vie de 40 ans. À cette époque, l'énergie nucléaire produisait environ 60 % de notre électricité. C'était une décision qui n'était pas motivée par des réalités techniques ou économiques, mais par des considérations idéologiques et un opportunisme politique.

En tant qu'ingénieur, je savais ce que cela signifierait : nous renoncerions à notre source d'énergie la moins chère, la plus fiable et la plus pauvre en carbone. En échange, nous recevions des promesses sur les « énergies renouvelables » qui en étaient encore à leurs balbutiements, et une dépendance accrue aux combustibles fossiles – en particulier le gaz naturel en provenance de Russie et de Norvège. C'était un échange où nous ne pouvions que perdre.

La Vente des Bijoux de la Couronne :

Alors que la sortie du nucléaire se préparait, il s'est passé autre chose, tout aussi dommageable : la privatisation et la vente de notre infrastructure énergétique à des acteurs étrangers. Systématiquement, les entreprises énergétiques belges, les gestionnaires de réseau et les actifs stratégiques ont été vendus à des conglomérats français, néerlandais et autres.

Ma déclaration « **d'abord le lait, puis la vache** » faisait référence à ce processus : d'abord nous avons vendu notre production d'énergie (le lait), et ensuite nous avons vendu l'infrastructure elle-même (la vache). Le résultat est qu'aujourd'hui, la Belgique n'a pratiquement plus son mot à dire sur sa propre approvisionnement énergétique. Nous sommes devenus dépendants de propriétaires étrangers qui rapatrient leurs bénéfices à l'étranger, tandis que le consommateur belge paie la facture.

Les Conséquences : Une Crise Énergétique que Nous Avons Nous-Mêmes Provoquée

La loi de 2003 a conduit exactement à ce que beaucoup d'entre nous prédisaient à l'époque : une dépendance accrue aux combustibles fossiles, des prix de l'énergie plus élevés et un retard dans la transition énergétique. Lorsque les tensions géopolitiques avec la Russie se sont intensifiées et que les prix du gaz ont explosé, la Belgique s'est retrouvée les mains vides. Nous n'avions plus d'énergie nucléaire sur laquelle compter, pas de production de gaz nationale et pas de réserves stratégiques.

Le débat politique qui a suivi – avec diverses tentatives de reporter la fermeture des réacteurs – était un spectacle cynique. Les mêmes politiciens qui avaient imposé la sortie du nucléaire revenaient sur leur décision, mais à un prix bien plus élevé. Le report de la fermeture de Doel 3 et de Tihange 2 n'a eu lieu que lorsque la crise énergétique est devenue inévitable, et même cela s'est fait avec des retards et des compromis qui en ont sapé l'efficacité.

La Dette Publique : La Facture que Nous Reportons

> La crise énergétique n'est qu'une partie d'un drame économique plus vaste. La Belgique vit structurellement au-dessus de ses moyens. La dette publique ne cesse de croître, non parce que nous investissons dans l'avenir – dans les infrastructures, l'éducation, la recherche – mais parce que nous essayons de financer le passé avec de l'argent emprunté. Nous payons pour un appareil d'État gonflé, des politiciens arrogants et incompétents, une économie de services intenable, des obligations de retraite lourdes, des dettes élevées avec des charges d'intérêts croissantes, une inflation croissante, une population saignée à blanc et des subventions irresponsables que personne ne peut plus expliquer. Un projet Oosterweel dévoreur d'argent, dont le coût n'est même pas public ni inclus dans les dépenses courantes, en sont des exemples.

En tant qu'ingénieur, je sais qu'on ne peut pas emprunter indéfiniment pour maintenir en marche une machine qui ne produit plus. À un moment donné, la facture arrive. Et cette facture est maintenant présentée à nos petits-enfants. Ils rembourseront les dettes que nous avons contractées, sans profiter de la prospérité que nous avons gaspillée. Sans économie, il n'y a pas d'excédent commercial, et sans excédent commercial, on ne peut pas financer une économie de services gonflée.

L'Illusion de l'Économie de Services

L'élite politique nous a dit pendant des années que l'avenir résidait dans « l'économie de services ». Nous n'aurions plus besoin d'usines, d'industrie lourde ou

de production énergivore. Nous vivrions des services financiers, du conseil et du « travail de la connaissance ». Mais une économie qui ne produit rien est une économie dépendante des autres. Nous sommes devenus un transit plutôt qu'un centre de production.

La crise du coronavirus et la crise énergétique ont impitoyablement démantelé cette illusion. Lorsque les chaînes d'approvisionnement ont vacillé, lorsque les prix de l'énergie ont explosé, il s'est avéré qu'un pays qui ne fabrique plus rien n'a plus rien sur quoi se rabattre. Nous sommes devenus dépendants de la Chine pour nos matières premières, des États-Unis pour notre sécurité illusoire et du marché de l'énergie pour notre chauffage et notre électricité.

La Leçon que Nous N'Apprenons Pas

Ce qui me frustre le plus, ce n'est pas que nous ayons commis des erreurs – faire des erreurs est humain. Ce qui me frustre, c'est que nous n'apprenons pas les leçons. La sortie du nucléaire est en partie annulée, mais avec des retards et des coûts et des dépendances très élevés que nous aurions pu éviter. La vente des actifs stratégiques est regrettée, mais pas annulée. La dette publique continue de croître, mais il n'y a pas de plan pour la réduire.

En tant que syndicaliste, j'ai appris qu'il faut se battre, même si l'on sait que l'on peut perdre la première bataille. Mais j'ai aussi appris que parfois on mène le mauvais combat, ou que l'on a les mauvais alliés. La classe politique de 2003 avait les connaissances, les moyens et la responsabilité de choisir une autre voie. Elle ne l'a pas fait. Et maintenant, nous en payons le prix.

Partie 3 : Le Doigt Moral et l'Aveuglement Géopolitique – Le Décalage de Bruxelles avec le Monde Réel

Dans les parties précédentes, nous avons vu comment la Belgique et l'Europe se sont démantelées économiquement et énergétiquement. Mais ce déclin ne s'arrête pas aux frontières nationales. La même pensée idéologique et à courte vue qui a fermé nos usines guide aujourd'hui notre politique étrangère. Le fossé entre le discours dominant belge et européen – qui prétend être moralement supérieur – et la réalité mondiale effective est devenu un abîme. Nous vivons dans un monde de rêve géopolitique, et le réveil sera douloureux.

L'Aggression de l'OTAN en Ukraine, Justement Ratée

L'exemple le plus flagrant de cet aveuglement est la

guerre en Ukraine. Ce qui a été vendu par les médias grand public et l'élite politique comme un « combat pour la démocratie » était en réalité une agression de l'OTAN provoquée par l'Occident et justement ratée. Au lieu de pratiquer la diplomatie et de reconnaître les intérêts de sécurité légitimes de la Russie voisine, l'UE a choisi de se laisser complètement dominer et exploiter par Washington.

Le résultat ? Une guerre d'usure que nous sommes en train de perdre. L'Ukraine est dévastée, l'économie européenne est paralysée par la crise énergétique qui en découle, et l'OTAN a perdu son autonomie stratégique. Nous avons acculé une puissance nucléaire, en supposant naïvement que les sanctions économiques et l'indignation morale pourraient arrêter le cours de l'histoire. La réalité est que le monde multipolaire ne se laisse pas dicter par Bruxelles.

L'Impuissance de l'Arme des Sanctions : La Russie et l'Iran



L'obsession européenne pour les sanctions révèle un profond sentiment d'impuissance. Contre la Russie, pas moins de 31 000 sanctions ont été imposées. Un nombre historiquement sans précédent, destiné à « réduire en miettes » l'économie russe. Quel est le résultat ? L'économie russe a grandi, le pays a trouvé de nouvelles routes commerciales avec le Sud global, et l'industrie européenne a été victime de ses propres prix de l'énergie gonflés. Les sanctions ne fonctionnent pas ;

elles sont un boomerang qui frappe la population.

Nous constatons la même chose avec l'Iran. Depuis 47 ans, nous soumettons ce pays à des sanctions étouffantes. L'objectif était un changement de régime ou une soumission totale. Que voyons-nous aujourd'hui ? Un Iran innocent qui, malgré toutes les pressions économiques, triomphe technologiquement et géopolitiquement. Ils ont construit leur propre axe régional et sont devenus un acteur indispensable dans le nouvel ordre mondial. L'Occident a donné des coups de pied dans le vide pendant 47 ans, aveugle au fait que l'on ne peut pas continuer à humilier des nations souveraines sans qu'elles finissent par se défendre et s'organiser.

Le Refus de Reconnaître un Monde Multipolaire

Le fil conducteur de tout cela est le refus psychologique de l'élite européenne d'accepter que le monde unipolaire, dans lequel l'Occident dictait les règles, est révolu. L'essor des BRICS+, l'indépendance du Sud global et la gravité économique de l'Asie sont ignorés ou rejetés à Bruxelles comme des « menaces autocratiques ».

Au lieu d'établir une relation gagnant-gagnant avec les puissances émergentes, nous choisissons le rôle de l'hégémon offensé. Nous exigeons que le reste du monde s'aligne sur nos cadres moraux, tout en violant nous-mêmes le droit international quand cela nous arrange. Cette arrogance isole de plus en plus l'Europe. Nous sommes du mauvais côté de l'histoire, et le reste du monde nous regarde avec un mélange d'incrédulité et d'amusement.

Le Silence Assourdissant sur le Génocide à Gaza



Si le doigt moral de l'UE a laissé tomber son masque quelque part, c'est bien à Gaza. Pendant des décennies, l'Occident a fait la leçon au monde sur les droits de l'homme, le droit international et la protection des civils. Mais dès que ces principes entrent en conflit avec les intérêts de son allié le plus important, « l'ordre fondé sur des règles » disparaît comme neige au soleil.

Le silence assourdissant des gouvernements belge et européen sur le génocide à Gaza est la preuve ultime de leur faillite morale. Alors qu'à Bruxelles on s'empresse de condamner la Russie ou l'Iran, on regarde docilement des milliers de civils innocents, dont des dizaines de milliers d'enfants, être assassinés. Ce deux poids deux mesures a définitivement détruit la confiance du Sud global en l'Occident. Le doigt moral est cassé ; ce qui reste, c'est une hypocrisie pure et nue.

Conclusion : L'Illusion Dangereuse de la Supériorité



L'aveuglement géopolitique de nos dirigeants n'est pas seulement une lacune intellectuelle ; c'est une menace existentielle. Tant que nous refuserons de voir le monde tel qu'il est – multipolaire, complexe et non plus dominé par l'Occident – nous continuerons à échouer. Nous ne construisons plus de ponts, nous construisons des murs de sanctions et de supériorité morale. Et comme tout ingénieur le sait : si vous ignorez les forces fondamentales de la nature (ou en l'occurrence, de la géopolitique), ce n'est pas la nature qui se brise, mais votre construction qui s'effondre.

Partie 4 : Au-delà de la Bulle Médiatique – Les Voix Alternatives qui Comprennent Vraiment le Monde

Quand je regarde la télévision flamande ou que je feuillette les médias flamands, le désespoir me saisit parfois. Ce qu'on nous sert n'est plus du journalisme, mais un mélange de divertissement, de lifestyle superficiel et d'un doigt moralisateur persistant. La suffisance des médias grand public belges est un témoin silencieux d'un manque de reportages corrects, complets et honnêtes. Ils nous disent ce que nous devons entendre, au lieu de nous informer sur ce qui se passe réellement. La plupart des journalistes actuels sont des bricoleurs. De De Standaard, De Morgen, Knack, De Tijd, etc. Des béni-oui-oui dociles qui vivent dans leur bulle illusoire et servent les intérêts des autres.

> Le fossé entre ce discours intérieur et la dure réalité globale complexe est immense. Heureusement, nous vivons à une époque où les gardiens des médias traditionnels comme DPG n'ont plus le monopole de la vérité. Après des décennies de lecture et de visionnage critiques, j'ai compilé une liste de quelques sources indépendantes comme des chaînes YouTube qui ont le courage d'analyser le monde tel qu'il est vraiment : une boîte à outils nécessaire pour tout citoyen qui veut regarder au-delà de la bulle médiatique occidentale peu fiable.

1. Géopolitique, Réalisme et Monde Multipolaire

Pour comprendre pourquoi l'agression de l'OTAN en Ukraine a échoué et pourquoi l'UE échoue dans sa politique étrangère, il faut écouter des analystes qui regardent au-delà du récit atlantique. Ils comprennent les concepts de *Realpolitik* et l'émergence du Sud global.

- **Glenn Diesen :** Une voix indispensable. En tant qu'universitaire et analyste géopolitique, il explique parfaitement pourquoi le monde unipolaire est révolu et comment l'intégration eurasiatique (BRICS, la Nouvelle Route de la Soie) façonne l'avenir.
- **The Cradle :** Pour ceux qui veulent comprendre la dynamique complexe au Moyen-Orient et dans le Sud global, au-delà de la rhétorique des sanctions occidentales.
- **Neutrality Studies & Dialogue Works :** Des chaînes qui soulignent la nécessité de la diplomatie, de la neutralité et de la paix à une époque de provocation à la guerre.
- **Danny Haiphong :** Des analyses acérées sur l'impérialisme américain et sur la façon dont il perturbe les relations mondiales.

2. Critique Sociale, Impérialisme et Dimension Humaine

Les médias grand public réduisent des problèmes sociaux complexes à des questions de culpabilité individuelle. Ces penseurs replacent les problèmes dans leur contexte

historique et systémique.

- **Chris Hedges :** Un ancien correspondant de guerre du New York Times qui dissèque impitoyablement la pourriture morale et institutionnelle de l'empire américain (et par extension occidental). Ses analyses sur le génocide à Gaza et le déclin de la démocratie libérale sont d'une rare profondeur.
- **Rachel Blevins :** Un journalisme indépendant qui ose défier les récits dominants, avec un fort accent sur les droits civiques et les positions anti-guerre.
- **Elvis Saravia & Freelensia :** Offrent souvent un point de vue de « l'homme ordinaire » et d'observateurs indépendants dans les zones de conflit, loin des conférences de presse orchestrées à Bruxelles ou Washington.

3. Économie, Défaillance Systémique et Réalité Financière

Alors que nos politiciens font comme si les lois économiques ne s'appliquaient pas à eux, ces chaînes révèlent les mécanismes derrière la montagne de dettes croissante, l'inflation et la désindustrialisation.

- **Finance Bureau :** Une recherche claire et fondée sur des données sur les défaillances systémiques financières, le rôle des banques centrales et l'impact sur la prospérité du citoyen ordinaire.
- **Gain Theory & QuantumAxisYT :** Des chaînes qui combinent une pensée systémique approfondie, l'histoire et les cycles économiques pour expliquer pourquoi nos structures sociétales actuelles échouent.
- **smoothieX12 :** Andrei Martyanov offre souvent des perspectives alternatives, basées sur des données, sur les tendances économiques ignorées par la presse économique grand public.

De la Consommation Passive à la Recherche Active

> Regarder ces sources médiatiques n'est pas un passe-temps passif, comme regarder une sitcom flamande. C'est une citoyenneté active et critique. Cela exige d'oser abandonner ses propres hypothèses et d'être prêt à affronter la vérité inconfortable. Les médias grand public traitent le spectateur comme un consommateur qu'il faut divertir et rassurer. Ces voix alternatives traitent le spectateur comme un individu à part entière, capable de penser.

La vérité n'est plus dans le journal télévisé de sept heures. Il faut désormais aller chercher la vérité soi-même, la comparer et la synthétiser. Mais comment faire cela efficacement à l'ère de la surabondance d'informations ? Comment protéger notre souveraineté en tant que penseurs ?

Partie 5 : La Voie de Sortie – Le Savoir, l'IA et le Retour de la Souveraineté

Dans les quatre parties précédentes, nous avons affronté la vérité sans fard. Nous avons diagnostiqué un pays en stagnation, étudié la lourde facture économique et énergétique, démasqué l'aveuglement géopolitique de nos dirigeants et percé la bulle médiatique dominante. C'est un tableau sombre. Mais en tant qu'ingénieur, je sais qu'on ne répare pas une machine en regardant seulement la fumée. Il faut prendre la clé à molette, ouvrir le capot et remplacer les pièces fondamentales.

La voie de sortie de la malaise belge et européen ne réside pas dans l'attente d'un sauveur en politique. La voie de sortie réside dans un changement de paradigme. Elle réside dans la reconquête de trois éléments cruciaux : la connaissance approfondie, l'utilisation intelligente des nouvelles technologies comme l'IA, et la nécessité absolue de la souveraineté.

Le Retour à la Vraie Connaissance

La stagnation de notre progrès commence par le niveau de notre éducation et l'aversion de la classe politique pour les connaissances techniques et dures. Pendant des années, l'accent a été mis sur les « compétences générales », les théories de gestion et les services abstraits. Mais un pays qui ne comprend plus comment fonctionne un réseau électrique, comment un réacteur nucléaire produit de la chaleur, ou comment une chaîne d'approvisionnement fonctionne, est un pays qui abandonne son destin.

La voie de sortie commence par la restauration du respect pour le savoir-faire, les sciences exactes et le savoir classique. Nous avons besoin d'ingénieurs, d'artisans et de penseurs qui comprennent la réalité physique, pas seulement les tableaux financiers. La connaissance est le fondement de toute civilisation qui veut survivre.

L'IA comme Nouvelle Arme d'Émancipation du Citoyen

Beaucoup dans l'ordre établi regardent l'intelligence artificielle (IA) avec suspicion. Et c'est logique, car l'IA brise leur monopole sur l'information et les récits. Pour le citoyen critique, cependant, l'IA est l'arme d'émancipation ultime.

Les possibilités qu'offre l'IA pour une recherche approfondie des sources sont immenses. Au lieu d'être dépendant des résumés d'un rédacteur en chef, le citoyen peut utiliser l'IA pour analyser lui-même des dossiers complexes. Qu'il s'agisse de comprendre la stagnation des soins de première ligne, d'analyser la croissance

persistante de la dette publique ou de vérifier des affirmations géopolitiques : l'IA agit comme un assistant de recherche puissant.

Cette série d'articles elle-même est la preuve de ce qui est possible. En combinant l'IA avec l'expérience de vie, le contexte historique et le regard critique d'un être humain, nous pouvons formuler des idées plus précisément et les diffuser plus rapidement que les médias traditionnels ne le permettraient jamais. L'IA ne remplace pas le jugement humain ; elle le renforce. Elle nous permet de contourner les gardiens et d'aller directement au cœur des données.

Les Trois Piliers de la Souveraineté

Toute connaissance et toute technologie mènent en fin de compte à un objectif inéluctable : la souveraineté. Un pays qui ne peut pas subvenir à ses propres besoins n'est pas un pays souverain, mais un vassal. Pour ressusciter la fière Belgique d'antan, nous devons nous concentrer sur trois piliers :

- **Souveraineté Énergétique :** Nous devons cesser de diaboliser idéologiquement l'énergie nucléaire. C'est la seule charge de base scalable, bas carbone et fiable qui peut sauver notre industrie. En outre, nous devons investir dans les sources d'énergie locales et ne plus dépendre des vents géopolitiques qui nous sont hostiles.
- **Souveraineté Économique :** La désindustrialisation doit être stoppée. Nous devons oser produire à nouveau. Cela signifie protéger les secteurs stratégiques, attirer l'industrie lourde et cesser de vendre nos bijoux de la couronne à des conglomérats étrangers. Nous devons racheter la « vache ».
- **Souveraineté Intellectuelle :** C'est la tâche de chaque citoyen individuel. Cela signifie que nous refusons de nous laisser faire la morale par une UE hypocrite. Cela signifie que nous osons mener notre propre politique étrangère, fondée sur la paix, la diplomatie et une coopération gagnant-gagnant (comme avec la Russie et le Sud global), plutôt que sur la provocation à la guerre. Et cela signifie que nous composons notre propre régime médiatique et informationnel, au-delà de la bulle de Humo et du journal télévisé.

Partie 6 : Si l'UE veut vraiment le dialogue, elle doit d'abord adopter la bonne attitude

Éditorial du Global Times - *Lire l'article original ici*

Alors que l'UE s'inquiète de son déficit commercial, la Chine est tout aussi préoccupée par l'accès au marché, les enquêtes discriminatoires et le nombre

croissant d'instruments unilatéraux déployés à son encontre. Sous prétexte d'« enquête », l'UE formule des demandes transfrontalières auprès d'entités chinoises pour obtenir des informations internes étendues et non essentielles, glissant ainsi d'une régulation normale du marché vers une intrusion injustifiée dans des frontières souveraines. Ce sont également des sujets qui devraient figurer dans le dialogue entre les deux parties.

Le 27 août (heure locale), la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré devant des représentants d'entreprises et politiques français lors d'un événement organisé par le Mouvement des Entreprises de France : « Le dialogue avec la Chine reste nécessaire. Mais il doit produire des résultats... Et lorsque le dialogue ne suffit pas, nous devons être prêts à utiliser pleinement nos instruments. » Appeler au dialogue tout en brandissant des armes – cela ressemble moins à une attitude de négociation qu'à un ultimatum. Nous accueillons très favorablement la résolution des différends par le dialogue, mais celui-ci doit se dérouler dans le bon esprit. Brandir un gros bâton tout en appelant au « dialogue » n'intimidera jamais la Chine.

Hégémonisme au lieu de libre-échange

L'affirmation selon laquelle si le dialogue échoue, des instruments suivront, est au fond une forme d'hégémonisme. Le sous-entendu est clair : la Chine doit accepter toutes les conditions de l'UE, ou affronter un conflit. L'UE elle-même fait face à la menace de tarifs douaniers élevés de Washington et nourrit un ressentiment envers les ultimatums du type « acceptez-le ou affrontez un combat ». Elle est elle aussi victime d'hégémonisme. Mais malheureusement, au lieu de défendre fermement le libre-échange et de s'opposer à un tel comportement, l'UE semble l'imiter, adoptant inconsciemment une approche hégémonique. C'est une évolution décevante.

Ce que l'UE appelle « résultats » concerne largement son déficit commercial avec la Chine. La popularité des produits chinois – y compris les produits intermédiaires – dans l'UE a alimenté les inquiétudes des élites politiques européennes quant à l'« impact » sur les marques locales. Un déficit commercial – normalement un phénomène courant et neutre dans le commerce international – a ainsi été recadré comme un problème qui « doit être résolu ». Le fait est que les importations chinoises en provenance de l'UE continuent d'augmenter, bien qu'à un rythme beaucoup plus lent que ses exportations vers l'UE.

Il y a trois raisons principales à cela : premièrement, l'avantage technologique de l'UE s'est affaibli, tandis que la substitution intérieure en Chine gagne du terrain ; deuxièmement, de plus en plus d'entreprises européennes produisent et vendent en

Chine, transformant efficacement les « exportations vers la Chine » en « production en Chine » ; troisièmement, l'UE elle-même a imposé des restrictions, renforçant les contrôles à l'exportation dans les secteurs de haute technologie tels que les semi-conducteurs. Tout cela montre clairement que si l'UE veut « résoudre » le problème du déficit, elle ne peut pas rester les bras croisés en attendant que la Chine lui serve une « liste d'importations élargie » sur un plateau.

La violation des frontières souveraines

De plus, le déficit commercial ne raconte pas toute l'histoire des échanges sino-européens. Alors que l'UE s'inquiète du déficit commercial, la Chine est tout aussi préoccupée par l'accès au marché, les enquêtes discriminatoires et le nombre croissant d'instruments unilatéraux déployés à son encontre. Récemment, le ministère chinois de la Justice, conjointement avec le ministère du Commerce, a conclu que les pratiques d'enquête transfrontalières de l'UE ciblant des entités chinoises dans le cadre de son enquête sur JD.com au titre de son règlement sur les subventions étrangères constituaient une juridiction extraterritoriale illégale, et que « aucune organisation ni aucun individu ne se conformera aux mesures de juridiction extraterritoriale illégales de l'UE ou n'aidera à leur mise en œuvre ».

Cela marque la deuxième application formelle du règlement, après l'affaire Nuctech du 15 mai. Ces développements montrent que, sous prétexte d'« enquête », l'UE formule des demandes transfrontalières auprès d'entités chinoises pour obtenir des informations internes étendues et non essentielles, glissant ainsi d'une régulation normale du marché vers une intrusion injustifiée dans des frontières souveraines. Ce sont également des sujets qui devraient figurer dans le dialogue entre les deux parties.

Les vraies causes du déclin européen

Le problème entre la Chine et l'UE n'est pas un échec du dialogue ; plutôt, certains acteurs de l'UE ont développé un mauvais état d'esprit. Derrière les fanfaronnades se cache un manque de confiance dans la capacité de l'UE à résoudre ses propres problèmes. Les causes profondes du déclin de la compétitivité industrielle de l'UE résident en son sein même : des politiques énergétiques erronées, des investissements insuffisants dans l'innovation et des marchés du travail rigides.

Les canaux de dialogue sino-européen sont toujours restés ouverts. Le mécanisme de consultation commerciale et d'investissement Chine-UE a été établi, quatre groupes de travail continuent d'échanger, et plus de 20 cycles de consultations ont permis des progrès substantiels. Une invitation pour la deuxième réunion du

mécanisme de consultation commerciale et d'investissement Chine-UE cet automne a été lancée il y a longtemps. L'accord conclu plus tôt cette année sur un mécanisme d'engagement de prix pour les véhicules électriques démontre que les différends ne sont pas quelque chose à craindre. Tant que les deux parties les abordent avec sincérité et respect, elles peuvent toujours trouver des moyens de les résoudre correctement grâce à des efforts conjoints.

Deux voies pour l'avenir

Pendant ce temps, l'UE n'est pas sans alternative. Alors même que les tensions entre la Chine et l'UE s'intensifiaient, la Chine et la Suisse ont conclu les négociations de mise à niveau de leur accord de libre-échange bilatéral. Le commerce bilatéral a augmenté de plus de 60 % au cours de la décennie suivant l'entrée en vigueur de l'accord initial. Après la mise à niveau, 99,8 % des exportations suisses vers la Chine bénéficieront de droits de douane nuls, et 77,5 % des marchandises seront éligibles au traitement en franchise de droits dès l'entrée en vigueur de l'accord.

D'une part, les flux commerciaux peuvent se contracter rapidement après l'imposition de tarifs douaniers et l'introduction de restrictions et d'enquêtes ; d'autre part, la coopération peut continuer à s'étendre lorsque les barrières sont abaissées et l'accès au marché élargi. Face à ces deux voies, il n'est pas difficile pour l'UE de déterminer laquelle sert le mieux ses propres intérêts. Une UE véritablement compétitive devrait gagner des marchés en améliorant son efficacité et son innovation, plutôt que de dresser continuellement des barrières juste pour prouver qu'elle dispose encore d'« instruments ».

Le respect mutuel, l'égalité et la coopération mutuellement bénéfique sont les principes qui guident l'engagement de la Chine avec l'UE. La concurrence entre la Chine et l'UE est normale, mais elle ne doit pas être une concurrence malveillante ; elle doit être une concurrence fondée sur des règles. Dans cette concurrence, les deux parties devraient évoluer vers de nouveaux espaces de coopération et une voie de résultats gagnant-gagnant, plutôt que de recourir à la suppression de l'autre ou de s'engager sur la voie d'une guerre commerciale.

Si l'UE souhaite sincèrement le dialogue, elle doit faire preuve d'une égale sincérité : les conditions peuvent être discutées en premier, mais il n'est pas nécessaire d'émettre d'ultimatums d'abord ; les préoccupations peuvent être pleinement exprimées, mais celles de l'autre partie doivent également être entendues. La porte du dialogue sino-européen est toujours restée ouverte. Cependant, avant de la franchir, l'UE doit d'abord adopter la bonne attitude.

Conclusion : Passer le Flambeau

En tant que septuagénaire, j'ai connu les jours de gloire de l'industrie belge. J'ai vu les centrales nucléaires s'élever et les navires quitter le port. J'ai aussi vu comment tout a été systématiquement démantelé par une classe de dirigeants qui ont perdu le chemin. C'est difficile à regarder, oui. Mais ce n'est pas irréversible.

Les moyens d'arrêter le déclin et de rétablir le progrès existent, mais ne nous faisons pas d'illusions : nous avons largement perdu les connaissances techniques au niveau sociétal. Notre système éducatif sursubventionné est médiocre, avec une absence presque totale des matières STEM cruciales et la paresse intellectuelle comme caractéristique principale. Nos connaissances techniques, notre dynamisme, notre ambition et notre volonté ont été systématiquement érodés. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus compter sur une nouvelle génération d'artisans et d'ingénieurs qui comprennent la réalité physique de la production et de la technologie.

Ce que nous avons, en revanche, ce sont les nouveaux outils comme l'IA, et les réseaux alternatifs pour diffuser la vérité. Mais la technologie seule ne nous sauvera pas ; nous devons d'abord restaurer les connaissances humaines, le savoir-faire et l'envie de produire réellement quelque chose. Ce qui nous manque, c'est la volonté politique de réformer fondamentalement l'éducation et l'industrie, et le courage collectif de reprendre les rênes en main.

La voie de sortie existe, mais elle nécessite une lutte acharnée pour reconquérir les connaissances et l'ambition perdues. Notre retard technologique par rapport à la Chine est de l'ordre de générations. Il ne faut pas se faire d'illusions. Mais arrêtons au moins de perpétuer le déclin, et commençons à reconstruire nos fondations. Rendons à la Belgique sa fierté.

Quelle presse occidentale manipulée a écrit sur l'importante réunion actuelle de l'OCS à Shanghai ?

Russian President Vladimir Putin and Chinese President Xi Jinping met in Bishkek ahead of the Shanghai Cooperation Organization summit, putting the growing Russia-China partnership in the spotlight. Putin said bilateral cooperation was developing successfully across all areas, while the two leaders showcased closer ties amid major global tensions. With India, Iran and other key powers also attending the SCO summit, the meeting highlighted the shifting balance of power beyond the West.

https://youtu.be/nPPzCsgZmDQ